58. longue histoire de criminalité

Une longue histoire de crime

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Le droit civil romain et le droit ecclésiastique condamnent la fraude et il est universellement tenu de souiller tout ce qu'il touche plus tard.

Lorsque nous tentons d'aller à la racine de cette dernière série de mensonges, de propagande de guerre et de cupidité, la piste ramène au roi Henry VIII et à un enfant du cerveau de son administration, les Enclosure Acts, (initialement orthographié comme "Inclosure "), qui a commencé le long voyage vers la destruction totale des droits de propriété individuels en Angleterre --- sans aucune autorité pour le faire.

Henry VIII et sa fille se sont retrouvés pris dans d'autres problèmes et n'ont pas poursuivi leur plan, mais le roi James Ier l'a saisi avec vengeance. Plus de 5 200 lois d'information distinctes ont été adoptées en Angleterre de 1604 à 1914 et toutes ont été frauduleuses pour un certain nombre de raisons.

Ces saisies étaient des accaparements de terres, dans lesquels les droits fonciers communautaires détenus étaient retirés des Lords et des Freemen locaux, et déversés dans la propriété des fiducies publiques contrôlées par le Commonwealth, autrement connu sous le nom de gouvernement territorial.

Tous les rois et reines soutenant ces actions agissaient eux-mêmes dans la fraude. Tous agissaient en tant que surveillant des terres du Commonwealth par le pape, et les enclos leur ont profité de manière non divulguée, augmentant leur richesse et leur pouvoir personnels à mesure que de plus en plus de terres étaient sous leur contrôle, et les domaines immobiliers assis sur le terrain étaient également sous leur contrôle, qui a ensuite donné naissance à la Chaire des États, un autre bureau royal non divulgué.

Leur conflit d'intérêts flagrant, comme leurs bureaux non divulgués au sein de la Hiérarchie romaine sainte, et les méthodes utilisées pour obtenir leurs fins, ont tous servi de modèle pour de

nouvelles fraudes et pour saper le gouvernement public avec leurs programmes dits de "gouvernement privé. Les parallèles entre leurs fraudes en Angleterre et leurs fraudes en Amérique sont exacts.

Henry II devient "un" roi en France, et se tient comme un égal parmi les nombreux rois d'Angleterre créés par The Settlement of the Norman Conquest, mais se fait ensuite passer pour "The King of England" sans Royal Grant --- une fraude qui a été à l'origine de son argumentation avec Thomas de Beckett. Henry II, comme ses ancêtres, sert de surveillant des terres du Commonwealth en Angleterre et s'enrichit de sa part des dîmes, un conflit d'intérêts non divulgué tout le temps qu'il prétend être le roi d'Angleterre.

Nous voyons la même histoire reflétée par Abraham Lincoln, "un" président du sous-traitant de la British Crown Municipal Corporation logé dans le district de Columbia, se faisant passer pour "le président" dû à ce pays.

Lui aussi est un homme avec un conflit d'intérêts non divulgué, servant secrètement d'officier de la Couronne en même temps qu'il se fait passer pour servir dans une fonction publique américaine --- une fonction qu'il lui a été interdit d'occuper pendant de nombreuses années avant sa parodie.

Les auteurs en Angleterre ont mis en place une arnaque du Public Interest Trust mise en œuvre par les Enclosure Acts, pour saisir les terres de common law et les droits fonciers des Freemen et Lords locaux, de sorte que ces actifs ont été placés dans des fiducies contrôlées par le Commonwealth (également connu sous le nom de gouvernement "territorial"). Cela sert secrètement à augmenter la richesse et le pouvoir coercitif du Surveillant des terres du Commonwealth du Pape, et lui donne plus de garanties qui peuvent être empruntées. Cela convertit également illégalement le statut politique des Freemen possédant des Freeholds of Common Law Land, en le statut de locataires de une fiducie du Commonwealth.

Le même schtick de base était employé en Amérique. Les auteurs dirigés par Lincoln ont revendiqué un "intérêt gardien" - c'est-à-dire un intérêt de confiance du public, dans nos terres et nos biens et l'ont justifié en utilisant le chaos créé par le conflit du mercenaire qu'ils ont eux-mêmes engendré dans la violation de la confiance sur nos côtes. Tout comme pour les Enclosure Acts, cet intérêt de détention présumé à exister a permis aux auteurs de placer des actifs américains dans des fiducies publiques qui étaient ensuite administrées par le gouvernement territorial - avec les mêmes résultats exacts que les Enclosure Acts en Angleterre. Les auteurs ont acquis de la richesse et un pouvoir coercitif et des garanties contre lesquels emprunter, tandis que les Américains libres et indépendants en possession de leurs concessions de terres et de leurs brevets ont été illégalement convertis en locataires d'une fiducie municipale.

Nous sommes ici pour vous dire que nous ne sommes locataires d'aucune fiducie municipale et que nos terres et nos intérêts immobiliers ne sont soumis à aucune relation de garde avec le gouvernement territorial traître représenté par les États-Unis d'Amérique, Incorporated, une société municipale criminelle hébergée dans le district de Columbia, ou logé dans tout autre endroit, y compris l'itération actuelle de cette société qui a demandé protection et charte en Inde.

Nous publions et déclarons tous ces mensonges et stratagèmes de fraude perpétués dans le cadre de la violation de la confiance, afin qu'eux-mêmes et le système juridique qui a été utilisé pour tirer

profit de ces actes de trahison, de non-divulgation et de fraude puissent tous être annulés et supprimés de notre vue.

La British Crown-Operated Municipal Corporation, hébergée dans le district de Columbia, et la City-Operated Municipal Corporation qui y est hébergée, ainsi que toutes leurs enclaves dans le monde entier, se battent pour leurs crimes contre nous, leurs fidèles employeurs et contre toute l'humanité, pour au moins les trois cents dernières années.

Le système juridique et les avocats du barreau et leurs associations du barreau qui ont servi de moyen de créer, de perpétuer et d'appliquer ces gigantesques stratagèmes de fraude --- doivent disparaître, pour ne jamais revenir. Nos ancêtres les ont appelés marchands de tromperie et notre propre expérience le confirme, car ces professionnels ont été volontairement et dans de nombreux cas en train d'administrer et de tirer profit de ces crimes contre les personnes vivantes et leurs gouvernements nationaux. Nous souhaitons que toutes les franchises constituées des barreaux et leurs membres soient liquidées au profit de leurs victimes.

Nous souhaitons que les barreaux et leurs enseignements et leur forme de loi soient déracinés et que leur (s) langue (s) codée (s) soit interdite à quelque fin que ce soit. Notre langue officielle est l'anglais. Tout fournisseur de tout service dans ce pays doit parler anglais et le parler sans double sens et couches de tromperie destinées à induire en erreur, frauder ou obscurcir en utilisant le jargon et les codes professionnels.

La réforme de l'Amirauté commencée vers 1756 a manifestement échoué, ainsi que toutes les sociétés municipales qui n'ont pas été des vendeurs et des prestataires de services fiables; les officiers de ces sociétés municipales ont souvent agi comme de petits despotes, parasites et voyous.

Nous souhaitons que les fonctions restantes des tribunaux de l'amirauté, qui leur ont permis de recevoir des réclamations de sauvetage fictives et ont conduit à l'hypothèque tout aussi fictive de la dette contre les personnes vivantes et les gouvernements nationaux, à leur être retirées. Ils ont gravement abusé de ces habilitations destinées à lutter contre les opérations de sauvetage en mer à des fins criminelles et ont fourni un autre moyen de détourner l'enrichissement injuste de notre pays via la manipulation des créances fiscales en tant que droits d'accise dus sur les salaires des marins.

Cette fraude évidente, accusant la dette hypothéquée des salaires des marchands britanniques inexistants et imposant ces ordures comme une accise sur les salaires des marins parle d'elle-même.

Nous souhaitons la confiscation de tous les biens associés au système juridique et le retour de tous nos biens publics, y compris, mais sans s'y limiter, les dossiers, palais de justice, prisons et équipements associés à ces opérations.

Nous souhaitons la libération de tous les délinquants non violents.

Nous souhaitons revenir à la common law simple et morale exigeant que les dommages réels aux personnes ou aux biens doivent exister comme condition de l'existence d'un crime.

De toute évidence, la fraude constructive et les jeux de supposition juridique fondés sur des pratiques linguistiques trompeuses et des contrats non divulgués pour promouvoir la conversion et la confiscation illégales et illégales de biens au nom des réclamations d'intérêt public vides, de la fraude à l'assurance et de divers régimes de substitution ont été une occupation à très long terme de les pirates du col blanc responsables.

Nous devons reconnaître que ces crimes, bien que créés sur papier, sont appliqués avec des armes à feu, et la piraterie intérieure impliquée est un crime capital interdit par les Conventions de Genève et de La Haye, ainsi que par la violation du droit canonique de la part des magistrats qui échouent. de dissoudre les fiducies publiques. L'immense fraude et les blessures illégales perpétrées par ces sociétés municipales violent la loi ecclésiastique qui permet à ces entités de fiction juridique d'exister.

C'est loin d'être la première fois que ces problèmes sont résolus. La tromperie justinienne reprise par PARSE Syntax a 1500 ans, la répétition du scandale des obligations de fond --- mis à part le fait que la version moderne utilise les gens comme navires et leurs domaines comme cargaison --- a 220 ans, l'assurance La fraude est aussi ancienne que le concept d'assurance-vie, les fausses revendications d'intérêt public ont commencé sérieusement en 1666, l'utilisation d'Executors de Son Tort a suivi, et les schémas de substitution, en ce qui concerne à la fois les personnes et l'argent, sont communs comme de la saleté depuis les royaumes d'Égypte et de Samarie.

L'occupation secrète illégale et illégale de la Grande-Bretagne et de la majeure partie de l'Europe occidentale, de l'ancien Commonwealth, des États-Unis, Le Japon et de nombreux autres pays par des mercenaires commerciaux agissant en tant que forces territoriales - des hommes sous contrat pour fournir des services de bonne foi et prendre leur salaire dans les poches de leurs victimes - est connu depuis l'époque de la Ligue hanséatique, lorsque les commerçants allemands et allemands Les banquiers marchands ont utilisé des méthodes similaires pour saper les gouvernements nationaux.

Quelqu'un pense-t-il que c'est une coïncidence si les architectes de cette situation sont des banquiers d'investissement allemands? Des banquiers qui ont encaissé la richesse de la Grande-Bretagne et contrôlé à la fois la richesse privée de la famille royale germano-britannique depuis 1840 et la Couronne britannique depuis 1763? Ils l'ont déjà fait et ils le font à nouveau, avec collusion de co-conspirateurs britanniques et chinois --- et personne ne peut prétendre que nous ne savons pas ce qu'ils font et comment ils le font, parce que nous avons vu tout avant.

C'est pourquoi nous avons connu des nazis occupant des postes de confiance supérieurs dans l'OTAN, l'INC. Et le DOD, l'INC. Les sociétés municipales, et c'est pourquoi nous avons la guerre en Ukraine, et des organisations comme le WEF, l'INC .--- qui sont juste plus de sociétés municipales et de franchises --- commettant un crime à but lucratif.

C'est pourquoi nous avons tous ces maux endémiques et sur nos visages - encore une fois. Nous ne les avons pas reconnus pour qui et ce qu'ils sont au lendemain des guerres qu'ils ont créées pour le profit, mais nous les avons rattrapés maintenant et nos yeux sont grands ouverts.

Nous avons appris nos leçons et nous n'avons pas besoin de les répéter: nous souhaitons que ces sociétés municipales coupables --- toutes, dans le monde --- perdent, afin de bénéficier au mieux

de la sécurité et du bien-être des gouvernements nationaux et les habitants de cette planète.

Ces sociétés municipales ont recherché le profit sans réfléchir, pour des raisons de profit uniquement. Ils ont adoré leurs propres illusions et les œuvres de leurs propres mains et leurs idoles sont toutes mortes. Ils ne sont pas à la hauteur du Dieu vivant qui cherche maintenant sa vengeance. Que tout le poids de leurs péchés contre les Innocents repose sur eux.

Délivré par:
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
15 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee